Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/La-vraie-fausse-sortie-du

1er décembre 2006

La vraie-fausse sortie du nucléaire en Allemagne

La coalition rouge-verte (sociaux démocrates-verts) arrivée au pouvoir à l'issue des législatives de 1998 a promis la sortie du nucléaire en Allemagne. Pour les Verts qui disposaient d'une minorité de blocage au parlement (sans eux la SPD n'avait pas de majorité), le sujet était une condition aux accords de coalition.

C'est ainsi qu'il a été inscrit au programme de la coalition et que les discussions entre gouvernants et industriels du secteur nucléaire ont donné lieu au vote du dit "consensus de sortie du nucléaire" par le Bundestag en 2001.

Les militants antinucléaires français citent souvent la politique énergétique de l'Allemagne en exemple. Ils le font à bien des égards à juste titre. Mais dans le même temps, cette loi est truffée d'incohérences et traduit un manque de volonté politique qui ne remet pas en cause le système qui a permis au nucléaire de s'imposer.

Quelques points positifs

En Allemagne, le nucléaire n'est pas un sujet tabou. Le débat a eu lieu à l'Assemblée et prononcer les mots "sortie du nucléaire" ne fait pas peur comme en France où les Verts n'ont pas su (ou pu) faire bouger les choses. De plus, la construction de nouvelles centrales n'est pas à l'ordre du jour comme en France !
La loi a provoqué le boom des énergies renouvelables qui représentent plus de 10% de la consommation d'électricité, le nucléaire représentant 28%. La part du renouvelable dans l'énergie finale a même dépassé celle du nucléaire à la mi-2005 et la tendance se poursuit. En effet, avec un prix de rachat de l'électricité garanti, le renouvelable est rentable. Le secteur est libéralisé depuis quelques années et les consommateurs ont la possibilité de choisir un fournisseur d'énergie renouvelable. On estime que le nucléaire perd un pour cent de parts de marché par an.

Quelques points négatifs

Le consensus a été discuté entre gouvernants et industriels du secteur, les populations et

associations qui se battent contre le nucléaire depuis plus de trente ans n'ont pas eu voix au chapitre. Le processus n'est pas très démocratique, à l'image de l'industrie... Rien de bien étonnant donc, de voir les industriels se frotter les mains suite à cet accord.
Ils ont des raisons de se frotter les mains : le consensus de sortie prévoit une sortie sur le long terme (20-30 ans). 20 ans, c'est plus long qu'un mandat politique et on le sait, les politiques le disent eux-mêmes : après moi, le déluge ! [1]
Si un gouvernement remet la politique de sortie en cause d'ici là, ce consensus n'aura que permis d'affaiblir sérieusement le mouvement antinucléaire... Un représentant d'une grosse entreprise de l'électricité l'a affirmé lors de la signature du consensus : on promet la sortie du nucléaire, ainsi le conflit de société qui s'est cristallisé autour de ce sujet (résistance active de la population depuis des décennies) va se désamorcer et on pourra reparler tranquillement nucléaire et centrales dans quelques années lorsque les mentalités auront changé.
Il est vrai que depuis la signature du consensus, beaucoup de militants (surtout proches des Verts) ont abandonné la lutte, les manifestations sont moins grosses. Le militant antinucléaire reste considéré par l'Etat comme un ennemi et la répression est toujours aussi forte si ce n'est plus. La contestation de ceux qui ne croient pas au conte de la fée électricité dérange... Des groupes entiers sont surveillés, noyautés par le Verfassungsschutz (RG), la police est très brutale à l'encontre de manifestants non violents. On ne compte plus les perquisitions, écoutes téléphoniques... L'action de la police est souvent jugée illégale, mais ces décisions de justice tombent des années après les faits et sont sans conséquences pour les unités de police concernées. Tout au long de l'année, les tribunaux se transforment en un grand théâtre ou chacun joue son rôle, l'Etat accuse, les militants expliquent pourquoi ils manifestent, bloquent les convois de déchets. Le juge impassible condamne.
Sur un plan opérationnel, aucune date précise n'est fixée pour l'arrêt des réacteurs. Les calendriers prévisionnels qui circulent ne sont pas officiels, dans le sens où ce sont des estimations en fonction des quantités d'électricité qui sont autorisées. En effet, seule la quantité d'électricité nucléaire que les industriels ont le droit de produire a été fixée par la loi. Cela implique une sortie sur 20-30 ans, avec une quantité de déchets nucléaires hautement radioactifs double de celle qui existait lors de la signature de l'accord. En sept ans de gouvernement rouge-vert, la quantité d'électricité produite à partir du nucléaire n'a pas diminué notablement. La centrale de Stade a été arrêtée parce que non rentable, la centrale d'Obrigheim (la plus vielle !) a été arrêtée plus tardivement que prévu en 2005 (au lieu de 2002). Après 36 ans de fonctionnement, elle a pu être maintenue en activité car elle a, suite à une demande d'autorisation extraordinaire de la part des industriels, bénéficié du report des quotas de production accordés normalement à la centrale la plus récente, celle de Neckarwestheim. Trois centrales devraient être arrêtées dans la législation en cours. Mais l'exploitant de Brunsbüttel, Vattenfall, parle à nouveau de report de quotas. Ce serait possible avec les quotas de production de la centrale de Stade. La centrale de Stade aurait été arrêtée de toute façon, même sans le consensus de sortie du nucléaire, car elle n'était plus rentable. Mais lors des négociations sur le consensus, l'industrie a obtenu des quotas de production d'électricité pour Stade dont elle n'avait en fait pas besoin. Cela lui permet aujourd'hui de les allouer à d'autres centrales pour éviter de les arrêter. De plus, le climat politique y est -malgré le récent accident de Forsmark en Suède [2] qui a secoué un peu le milieu, plutôt favorable (coalition noire-rouge, la droite pro nucléaire ayant de surcroît une majorité éclatante à la chambre des Länder, le Bundesrat).
N'oublions pas non plus le risque d'accident nucléaire présent en permanence, qui ignore les petits jeux politiques. Et plus les centrales vieillissent...
Il y a de nombreuses incohérences au niveau global de cette politique :
On prévoit la sortie du nucléaire chez nous, mais on incite les autres pays à produire du nucléaire, on collabore avec eux. Ainsi, l'Allemagne importe pour partie de l'électricité de France [3].
Par ailleurs, le gouvernement a donné aux responsables de l'usine d'enrichissement de l'uranium située à Gronau l'autorisation d'agrandir l'usine (de 2,5 fois la capacité actuelle !), l'uranium est ainsi entre autre expédié vers la France.
N'oublions pas non plus Siemens, une entreprise allemande, qui va participer à la construction de nouveaux réacteurs (EPR) en Finlande et en France.

Et puis un nouveau réacteur est entré en divergence sous le gouvernement de coalition rouge-vert à Garching en Bavière (ce qui n'avait plus eu lieu depuis le début des années 80) sous couvert de recherche. Il utilise qui plus est de l'uranium hautement enrichi, matière hautement proliférante alors que l'Allemagne, conformément au Traité de Non Prolifération nucléaire, ne doit pas se doter d'armes nucléaires.
Enfin, les transports atomiques continuent, malgré les scandales de contamination répétés (encore récemment, les radiations dépassaient quatre fois les normes autorisées sur les containers de déchets moyennement radioactifs et on ne l'a constaté qu'à l'arrivée de ceux-ci au site de stockage intermédiaire de Gorleben). L'uranium appauvri issu de l'enrichissement est toujours expédié vers la Russie. Les transports de combustible usé en provenance d'Allemagne et à destination de La Hague n'ont été interdits qu'au 30 juin 2005. On a tout simplement attendu la fin des contrats, en effet seuls les transports sont interdits, les déchets stockés depuis des années à La Hague pourront être retraités ! Il ne faut surtout pas perturber les affaires plus importantes que nos vies. Sans la pression permanente du mouvement antinucléaire sur le terrain, il y aurait eu beaucoup plus de transports des années durant ! Les transports de déchets vitrifiés dits retour (à destination du site de stockage de Gorleben, et non des centrales ayant produit les déchets) sont prévus sur plus de dix ans... Les autorités s'entêtent à vouloir enfouir les déchets à Gorleben, alors que le site n'est pas adapté.

On peut tirer quelques leçons de cette expérience : tant que la politique énergétique et la société seront gouvernées par les intérêts financiers et les jeux de pouvoir, aucune politique de sortie ne sera effective. Pour l'Allemagne, l'arrivée d'un nouveau gouvernement noir-rouge (droite chrétienne démocrate - sociaux démocrates) ne change pas grand chose, elle fragilise encore plus un consensus bien bancal (allongement de la durée de vie des centrales...). La sortie du nucléaire implique un changement de société (à bas la surconsommation !) et de système (re-localiser l'économie et la production d'énergie). Il faut redonner aux populations les moyens de décider de leur avenir, il faut consommer moins, vive la décroissance ! C'est à la société civile de faire pression pour cela, sans se laisser berner par les promesses et jeux politiciens.

Cécile Lecomte
cecile.lecomte@gmx.de
[1] Pour exemple la déclaration de Monsieur Von Bülow, ministre fédéral pour la recherche et la technologie, en 1982, répondant à la question de ce qu'il ferait s'il se passait quelque chose ici d'ici 15 à 20 ans : "oui, de toute façon mon mandat sera terminé, je ne prends plus de responsabilité." (lu dans un article du quotidien allemand TAZ intitulé "Le risque restant")

[2] Cette centrale, exploitée elle aussi par Vattenfall, a été hors contrôle pendant 23 minutes le 25/07/06 suite à un court-circuit franc. Selon le chef de projet qui a construit la centrale, il s'en est fallu de 7 minutes que l'on ne connaisse un nouvel accident majeur type Tchernobyl.

[3] D'un autre côté, comme EDF brade l'électricité dont elle ne sait que faire, il est compréhensible que les électriciens allemands l'achètent.